



fr



Union européenne
Politique régionale

info regio

panorama

| No13 | avril 2004 |



Pleins feux sur l'élargissement

Un nouveau partenariat pour la cohésion

Sommaire

Un nouveau partenariat pour la cohésion dans l'Union élargie

La Commission européenne a adopté le troisième rapport sur la cohésion économique et sociale (COM(2004)107), dans lequel elle décrit sa vision de la politique de cohésion dans une Union élargie pour la période 2007-2013.

4



Pleins feux sur l'élargissement

L'Union remodelée

L'élargissement entraîne un remodelage de la gouvernance, du financement et des priorités de l'UE. John Bachtler passe en revue les défis de l'élargissement pour la politique de cohésion européenne.

7



L'ISPA en action: Lettonie, Roumanie, Lituanie, Slovaquie

14



Les fonds européens au service de la Podlachie, Pologne

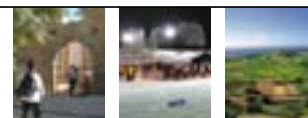
ISPA, PHARE, SAPARD... Le nord de la Podlachie bénéficie depuis plusieurs années de programmes communautaires qui contribuent à améliorer les infrastructures, l'environnement, la compétitivité des entreprises et la qualité de vie des habitants de cette région aux confins orientaux de la nouvelle Union. Tout en initiant acteurs et décideurs aux règles du jeu communautaires.

15



Témoignages: Chypre, Estonie, Malte

18



INTERREG / PHARE CBC en action: Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Slovaquie

21

Les représentations régionales à Bruxelles

La grande majorité des régions de l'Union européenne à Quinze sont désormais présentes dans la capitale, qui a vu également au cours des derniers mois s'ouvrir de nombreux bureaux régionaux des nouveaux Etats membres.

22



«Merci l'Europe!» - Le Nord-Pas de Calais trouve les mots pour le dire

Comment informer largement sur les Fonds structurels? Une approche décentralisée. Une vision humaine. Des messages concrets. Un esprit de collaboration. Voilà la recette appliquée dans la région française du Nord-Pas de Calais.

25



REGIO & Réseaux

27

En ligne

28

Photos (pages): Commission européenne (1, 3, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 22, 24), Office du tourisme tchèque (4), porteurs de projets (14, 18, 21), Commune d'Augustów (15), Grzegorz Chelminski (16), Andrzej Chrobak (16), Commune de Suwalki (17), Office du tourisme de Malte (20), AEIDL (23), Région Nord-Pas de Calais (25, 26).
Couverture: Budapest (Hongrie) – le pont Szechenyi sur le Danube avec Pest en arrière-plan.

Editeur responsable: Thierry Daman, CE, DG Politique régionale.

Ce magazine est imprimé en anglais et en français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans 19 langues de l'Union européenne sur le site Internet http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.



«L'Union s'élargit, *Inforegio Panorama* fait peau neuve»

Avec l'adhésion de dix nouveaux Etats membres, la politique de cohésion est appelée à évoluer. *Inforegio Panorama* suit le mouvement, comme vous pouvez le constater avec ce numéro. Son format est doublé et sa présentation gagne en souplesse. Surtout, son contenu est enrichi, restructuré pour mieux répondre à la vocation de ce magazine: témoigner du rôle des développeurs régionaux, convier à l'échange d'expériences et de savoir-faire, dynamiser les réseaux. Un *Inforegio Panorama* plus proche du terrain et mieux en phase avec une politique européenne qui se veut avant tout au service des régions. L'une des principales nouveautés consiste en un dossier thématique d'une douzaine de pages qui sera également disponible en dix-neuf langues sur Internet ⁽¹⁾.

1er mai 2004 oblige, le thème de ce premier *Inforegio Panorama* «nouvelle formule» est l'élargissement de l'Union européenne. Un événement qui représente pour l'Europe une chance historique et un défi pour la politique de cohésion. D'un seul coup, les disparités économiques au sein de l'Union sont doublées. Répondre aux besoins énormes, dans tous les domaines, des pays adhérents est pour l'Union plus qu'un devoir: il y va de l'avenir de sa cohésion économique et sociale et de la pleine mise en valeur de ses atouts compétitifs – ce qui est déterminant pour sa croissance et pour l'emploi. Pour autant, il ne s'agit pas de rompre la solidarité européenne avec les régions plus «anciennes» confrontées à des difficultés persistantes. Toutes les régions doivent devenir des partenaires pour la prospérité et la compétitivité.

Relever ce défi, c'est l'objet de la proposition de réforme de la politique de cohésion pour l'après-2006 que la Commission européenne vient de présenter - après trois années d'un large débat - en conclusion du troisième rapport sur la cohésion économique et sociale. C'est aussi l'enjeu de sa proposition de perspectives financières pour la période 2007-2013 (336,3 milliards d'euros pour l'Union des Vingt-Sept). Ces propositions s'appuient sur un constat: la politique de cohésion européenne, qui a fait ses preuves, sera demain plus importante que jamais. Elle nécessitera des bases financières sûres, mais aussi l'utilisation plus efficace de toutes les ressources, car elle n'est pas une politique simplement redistributive, mais *créatrice* de richesses. Destinée à l'ensemble des citoyens et des régions d'Europe, modulée selon les situations, elle restera bien sûr centrée sur les plus défavorisés.

Pour les responsables des nouveaux Etats membres, qui ont pu, grâce aux aides de préadhésion, se préparer à la gestion des Fonds structurels et du Fonds de cohésion, l'heure est désormais aux projets concrets, prêts à être mis en œuvre avec les structures opérationnelles et les ressources humaines appropriées. Il s'agit ainsi de permettre la meilleure absorption possible des fonds et d'éviter que l'argent ne reste à Bruxelles faute de pouvoir être dépensé dans les conditions requises par la législation européenne.

Je souhaite qu'*Inforegio Panorama*, plus que jamais «le magazine des acteurs du développement régional», puisse vous aider à valoriser ce potentiel et, ce faisant, contribuer à la réussite de la politique de cohésion au profit de l'ensemble de l'Union et de ses citoyens.

Jacques Barrot,
Commissaire européen responsable
de la politique régionale

⁽¹⁾ http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docgener/panora_fr.htm



Prague (République tchèque)

En clair

Convergence, compétitivité, coopération

Un nouveau partenariat pour la cohésion dans l'Union élargie

Le 18 février 2004, la Commission européenne a adopté le troisième rapport sur la cohésion économique et sociale (COM(2004)107), dans lequel elle décrit sa vision de la politique de cohésion dans une Union élargie pour la période 2007-2013.

La solidarité entre les peuples de l'Union européenne, le progrès économique et social et le renforcement de la cohésion figurent parmi les objectifs énoncés dans le traité instituant les Communautés européennes, qui sont de «réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions et le retard des régions les moins favorisées». Les instruments de la solidarité, c'est-à-dire les Fonds structurels et le Fonds de cohésion, absorbent environ un tiers du budget de l'Union européenne (quelque 36 milliards d'euros en 2004). Les ressources y afférentes financent des programmes de développement pluriannuels gérés conjointement par les Etats membres, les régions et la Commission.

En présentant ce troisième rapport, le commissaire Michel Barnier a résumé le sens de la proposition de la Commission: *«réduire les disparités afin d'accélérer la croissance. Croissance et cohésion sont les deux faces d'une même médaille (...). Nous sommes à la veille d'un moment historique du développement de l'Union européenne, qui est la réunification du continent. Mais celle-ci va creuser les écarts entre les riches et les pauvres. L'objectif premier de la prochaine génération de programmes d'aide européens sera l'aide aux régions les plus pauvres. Toutefois, même si les régions les plus pauvres se situent dans les nouveaux Etats membres, nous devons continuer à aider les régions des Quinze qui n'ont pas encore achevé le processus de rattrapage ainsi que de nombreuses autres régions urbaines ou industrielles en déclin ou les régions qui connaissent des handicaps naturels persistants et sont toujours confrontées à de graves problèmes économiques et sociaux.»*

À la suite de la proposition de budget présentée par la Commission le 10 février 2004 dans sa Communication COM(2004)101 (un peu plus de 336 milliards d'euros pour la politique de cohésion pour la période 2007-2013), le troisième rapport sur la cohésion économique et sociale présente des informations essentielles et un nouveau projet politique en faveur d'une politique de cohésion réformée dans l'Union élargie.

Le rapport comporte quatre parties:

- > **Cohésion, compétitivité, emploi et croissance** - L'analyse montre que les disparités en matière de revenus et d'emploi dans l'Union ont diminué au cours des dix dernières années, surtout depuis le milieu des années 90. Mais des déficits importants subsistent entre les régions les plus défavorisées et les autres; ils requerront un effort à long terme.
- > **Impact des politiques des Etats membres sur la cohésion** - Les dépenses publiques dans les Etats membres atteignent en moyenne 47% du produit intérieur brut (PIB), un chiffre largement supérieur au budget de l'Union, tout juste supérieur à 1% du PIB de l'UE et dont moins de la moitié est consacré à la politique de cohésion. C'est aux Etats membres essentiellement qu'incombe la responsabilité de fournir les services de base et les aides au revenu. Malgré des ressources relativement modestes par rapport aux ressources publiques nationales, la politique de cohésion de l'UE joue un rôle central dans la réduction des disparités du fait qu'elle se concentre sur les investissements et sur les régions les moins développées.

- > **Impact des politiques communautaires** - Les différentes politiques communautaires environnement, marché intérieur, agriculture, concurrence et aides d'Etat peuvent accroître l'efficacité de la politique de cohésion, par exemple en tenant clairement compte des conditions économiques, sociales et territoriales. Le rapport montre que c'est de plus en plus le cas. En témoignent par exemple le poids croissant accordé au développement rural dans le cadre de la Politique agricole commune, ou encore l'importance accrue de la fourniture de services d'intérêt général dans la politique en matière de réseaux.
- > **Impact et valeur ajoutée des politiques structurelles** - Les programmes européens ont contribué directement à promouvoir la convergence et l'emploi au niveau régional. À titre d'exemple, pour la période 2000-2006, ils vont augmenter d'environ 3% le capital fixe en Espagne, jusqu'à 9% en Grèce et au Portugal, 7% dans le sud de l'Italie et 4% dans les Länder de l'est de l'Allemagne. Il en résulte une réduction notable des écarts dans des secteurs clés tels que les transports où, par exemple, la couverture du réseau autoroutier dans les Etats membres les plus pauvres de l'UE des Quinze est désormais légèrement supérieure à celle du reste de l'Union.

Convergence, compétitivité, coopération

La Commission propose une nouvelle architecture pour la politique de cohésion de l'UE, autour de ces trois grandes priorités:

- > **Convergence: soutenir la croissance et la création d'emploi dans les Etats membres et les régions les moins développés** - Cet objectif concernera avant tout les régions dont le PIB par habitant est inférieur à 75% de la moyenne communautaire. Simultanément, pour contrer «l'effet statistique» lié à l'élargissement, un soutien temporaire est proposé pour les régions dont le PIB par habitant aurait été inférieur à 75% de la moyenne communautaire calculée pour l'UE des Quinze. La modernisation et la diversification de la structure économique, le développement et la modernisation des infrastructures de base, la protection de l'environnement, le renforcement de la capacité administrative, l'amélioration de la qualité des institutions du marché du travail et des systèmes d'éducation et de formation, la valorisation du capital humain seront les principaux thèmes du cofinancement des programmes nationaux et régionaux. En outre, les Etats membres dont le produit intérieur brut est inférieur à 90% de la moyenne communautaire seront éligibles au Fonds de cohésion, qui continuera à financer des programmes dans les domaines des transports et de l'environnement.
- > **Compétitivité régionale et emploi: anticiper et encourager le changement** - L'objectif fondamental de la politique de cohésion en dehors des Etats membres et régions les moins favorisés sera double: premièrement, au moyen des programmes régionaux, la politique de cohésion aidera les régions et les autorités régionales à anticiper et à promouvoir le changement économique dans les zones industrielles, urbaines et rurales en renforçant leur compétitivité et leur attractivité, compte tenu des disparités économiques, sociales et territoriales existantes. En

second lieu, à travers les programmes nationaux, la politique de cohésion aidera les personnes à se préparer et à s'adapter à l'évolution économique, conformément aux priorités retenues par la stratégie européenne pour l'emploi, en soutenant les politiques visant le plein emploi, la qualité et la productivité du travail ainsi que l'inclusion sociale.

- > **Coopération territoriale européenne: assurer un développement harmonieux et équilibré dans l'Union tout entière** - Faisant fond sur l'expérience acquise grâce à l'initiative INTERREG, le rapport plaide pour la poursuite de la politique consistant à promouvoir une intégration harmonieuse et équilibrée sur le territoire de l'Union en soutenant la coopération aux niveaux transfrontalier et transnational. La coopération transfrontalière concernerait en principe toutes les régions bordant les frontières extérieures et intérieures, qu'elles soient terrestres ou maritimes. Il s'agit essentiellement de rechercher des solutions communes pour des problèmes communs, grâce à une coopération entre les autorités compétentes des entités voisines concernées, dans des domaines comme le développement des zones urbaines, rurales et côtières, le renforcement des relations économiques et la mise en réseau des petites et moyennes entreprises.

Le système de mise en œuvre de la politique de cohésion est sous-tendu par quelques grands principes qui ne sont pas remis en cause, à savoir notamment la planification stratégique, la gestion décentralisée, la surveillance et l'évaluation permanentes. Le rapport propose cependant de profonds changements, en particulier l'établissement d'un nouveau dialogue avec le Conseil pour faciliter un processus d'adaptation de la politique de cohésion aux priorités qui ont été retenues à Lisbonne et à Göteborg. De même, chaque année, les institutions européennes feraient le point sur les progrès réalisés en matière de priorités stratégiques et sur les résultats obtenus, à la lumière d'une synthèse établie par la Commission à partir des différents rapports nationaux.

En ce qui concerne les ressources financières prévues pour la période 2007-2013, il est proposé de consacrer 336,3 milliards d'euros, soit 0,41% du produit intérieur brut de l'Union (PIB), à la cohésion (0,46% avant les transferts aux instruments concernant le développement rural et la pêche). D'après les estimations actuelles, la ventilation de ce montant entre les différentes priorités devrait être à peu près la suivante: 78% («Convergence»), 18% («Compétitivité régionale et emploi») et 4% («Coopération territoriale européenne»).

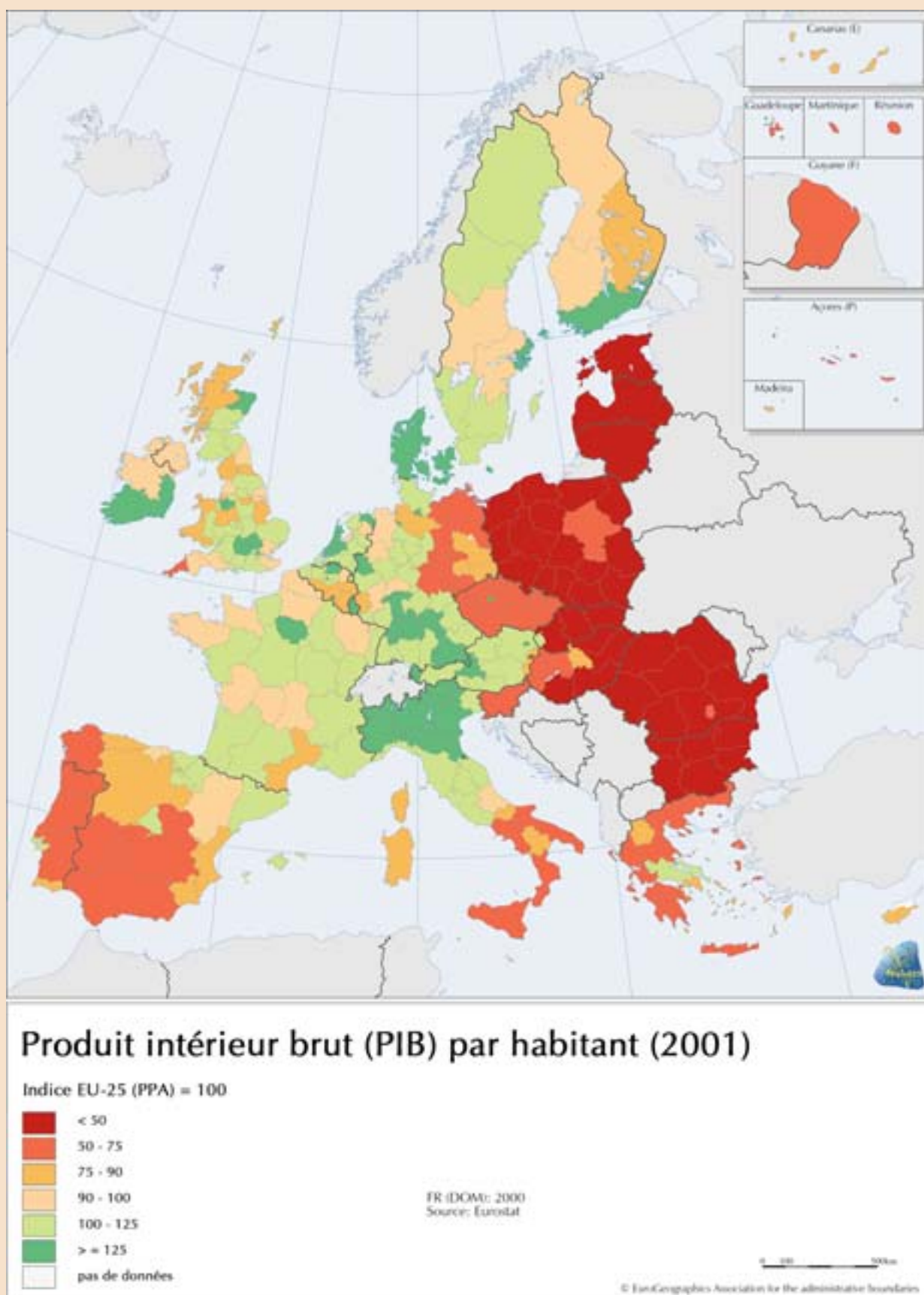
La réforme présentée par la Commission constitue la base de ses prochaines propositions sur la nouvelle réglementation des Fonds structurels et annonce le grand débat qui se déroulera au Conseil des Ministres et au Parlement européen. Dans ce contexte, le Forum sur la cohésion économique et sociale, que la Commission organise les 10 et 11 mai prochain, revêt une importance toute particulière. Il permettra à tous les acteurs concernés de participer à la réflexion sur l'avenir de la cohésion dans l'Union élargie et de contribuer ainsi à ce nouveau partenariat pour la cohésion.

Pour en savoir plus:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/cohesion3_fr.htm

L'Union européenne élargie

D'importantes disparités régionales



L'élargissement et la politique de cohésion européenne

L'Union remodelée

par John Bachtler ⁽¹⁾



Rénovation urbaine financée par PHARE à Augustow (Pologne)

L'élargissement entraîne un remodelage de la gouvernance, du financement et des priorités de l'UE.

John Bachtler passe en revue les défis de l'élargissement pour la politique de cohésion européenne.

Après plus de dix années de réforme et de négociations, l'Union européenne s'apprête à vivre un événement politique et économique majeur en accueillant, le 1^{er} mai 2004, dix nouveaux Etats membres: République tchèque, Estonie, Chypre, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie. À plus longue échéance, la Roumanie et la Bulgarie préparent leur adhésion en 2007, la Turquie attend le lancement des négociations et d'autres candidats potentiels – Croatie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Serbie-Monténégro - ont déposé une demande officielle d'adhésion ou envisagent de le faire dès que possible.

Sur l'arrière-fond d'un élargissement historique, l'Union européenne se trouve à un moment crucial de débats et de décisions concernant ses futures orientations politiques, budgétaires et de gouvernance.

En mai 2003, la «*Convention sur l'Avenir de l'Europe*» a présenté un vaste ensemble de propositions relatives à l'appareil politique communautaire, à la répartition des compétences, au fonctionnement des institutions européennes et aux systèmes électoraux, destinées à créer une Union européenne plus efficace et responsable.

En ce qui concerne le financement, la Commission européenne a publié sa communication sur les perspectives budgétaires pour la période au-delà de 2006. Malgré la décision du Conseil européen de Bruxelles de différer la réforme de la Politique agricole commune (PAC) et, dès lors, de ne pas procéder à des changements budgétaires radicaux, la Commission propose une marche à suivre pour remodeler le budget de l'Union de façon à répondre aux objectifs de croissance et de compétitivité fixés par la stratégie de Lisbonne. D'autres facteurs pèsent dans le débat budgétaire, et notamment les aides publiques destinées aux frontières extérieures et à la politique étrangère et de sécurité commune.

⁽¹⁾ Directeur du Centre de recherche sur les politiques européennes, Université de Strathclyde, Glasgow, Royaume-Uni (<http://www.eprc.strath.ac.uk>).

Trois questions à Péter Balázs, Membre de la Commission européenne

Au-delà des différences de contextes nationaux, dans quelle mesure, selon vous, la phase de préadhésion a-t-elle déjà contribué à réduire l'écart avec l'Europe des Quinze?



En matière d'environnement et de transports, secteurs dans lesquels les nouveaux Etats membres connaissent des retards, d'importants projets ont déjà bénéficié des aides européennes. La qualité des infrastructures s'est améliorée et les administrations nationales se sont familiarisées avec la politique de cohésion. Elles sont maintenant bien placées pour bénéficier pleinement des aides régionales.

Quel est pour vous le défi le plus important pour la mise en œuvre de la politique de cohésion dans les nouveaux Etats membres pendant la période 2004-2006?

Bien gérer, identifier des projets de haute qualité et mettre en place des partenariats sont autant de grands défis. 2004-2006, c'est court. La programmation exige une action rapide, notamment du fait de la clause de dégagement «n+2».

Quel regard portez-vous sur les propositions de la Commission, tant en matière de perspectives financières que de réforme de la politique de cohésion pour après 2006?

Ces propositions permettent de répondre à l'augmentation des disparités après l'élargissement: on concentre les fonds sur les régions les moins développées tout en allouant des ressources suffisantes en dehors de l'objectif de convergence. Outre cette approche parallèle, je soutiens entièrement l'objectif de mettre la politique de cohésion au service de la stratégie de Lisbonne. La politique de cohésion est en effet essentielle pour rendre l'économie européenne plus compétitive.

plus de 12% du PIB moyen par habitant dans l'UE25. Alors que certains nouveaux Etats membres (Chypre, Malte, Slovaquie, République tchèque) ont un PIB par habitant proche ou supérieur à celui des pays les plus pauvres de l'UE15, d'autres se situent à moins de 60% de la moyenne de l'UE25; dans le cas de la Lettonie, ce chiffre tombe même à 37% ⁽²⁾.

Il est indéniable que les nouveaux Etats membres ont connu une forte progression de leur économie ces dernières années. À l'exception de la République tchèque, tous les pays adhérents ont bénéficié d'une croissance réelle du PIB bien supérieure à la moyenne de l'UE15 pendant la période 1997-2001, les taux moyens de croissance annuelle allant de 3,3% en Slovaquie à 6,1% en Lettonie. Les prévisions pour 2003-2006 se situent dans une fourchette similaire (de 3 à 6,3%), malgré l'anticipation de conditions économiques plus difficiles et de divergences accrues entre les pays baltes, plus performants, et les autres pays adhérents.

Toutefois, si la conclusion des négociations sur l'adhésion constitue une réussite majeure pour les nouveaux Etats membres, le processus de transition est loin d'être achevé ⁽³⁾. Certains

Les défis de l'élargissement

Les principaux chiffres caractérisant les répercussions de l'élargissement sur la cohésion sont bien connus. La population de l'Union va augmenter de 20% mais la hausse du produit intérieur brut (PIB) se limitera à 5%, d'où une baisse de

HONGRIE

Superficie: 93 030 km²
Population: 10 142 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
53 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

Le Cadre communautaire d'appui de la Hongrie (1 995 millions d'euros) vise la compétitivité du secteur productif, l'emploi et les ressources humaines, l'amélioration des infrastructures de transport et de protection de l'environnement, le développement local.



Hongrie: formation pour jeunes roms

⁽²⁾ Données Eurostat, PIB/hab. (PPS), 2001. Pour la Bulgarie et la Roumanie, 29% et 27% respectivement.

⁽³⁾ *Transition Report 2003: Integration and regional cooperation*, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Londres.

de ces pays ne sont pas totalement remis de l'effondrement de leur PIB au début des années 1990. Ainsi, selon les estimations de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le PIB réel de la Lettonie, de la Lituanie et de l'Estonie en 2002 demeure inférieur au niveau de 1989. En dépit d'impressionnantes réformes structurelles et institutionnelles, les pays d'adhésion souffrent encore de lacunes dans le développement des marchés financiers, la restructuration des secteurs stratégiques de l'énergie, de l'industrie lourde et de l'agriculture, la qualité de l'administration publique et l'environnement économique. La croissance récente a été soutenue par une forte consommation publique et privée, au prix de déficits budgétaires élevés. Les déficits publics s'étagent jusqu'à 9% of PIB et les dépenses de l'Etat vont subir une pression considérable en vue de l'adoption de l'euro.

La situation du marché du travail est également problématique. Dans les nouveaux Etats membres, le chômage s'élève en moyenne à 15% (quoique dans certains cas, il se situe à 3-6%). L'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre s'accompagne de la stagnation ou du recul de l'emploi, les créations ne suffisant pas à compenser les licenciements. Le taux d'emploi moyen est de 56% (52% en Pologne), contre 64% dans l'UE15. Les marchés du travail des nouveaux Etats membres présentent des différences structurelles marquées par rapport à l'UE15, notamment une forte proportion d'emplois agricoles (11% contre 3%) et une importance moindre du secteur des services (28% contre 44%). Or, pour que les pays adhérents progressent vers l'objectif de Lisbonne qui fixe le taux d'emploi à 70%, c'est surtout dans le secteur des services que devront intervenir les créations d'emploi ⁽⁴⁾.

La croissance économique dans les nouveaux Etats membres s'accompagne d'un approfondissement des disparités régionales. Dans la plupart de ces pays, ce sont les régions les plus prospères qui croissent le plus vite, réduisant ainsi leur écart avec l'UE15, alors que les plus pauvres enregistrent un recul du PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'UE. Les différences entre les pays adhérents sont considérables sur le plan des structures territoriales et des défis et opportunités de développement, mais il est possible de dégager quatre grands modèles territoriaux.

Tout d'abord, la croissance est la plus vigoureuse dans les capitales et les grands centres urbains. Ces territoires ont en général bénéficié de conditions de départ favorables. Ils sont parvenus à se restructurer et à s'adapter rapidement à l'économie de marché. Les pôles urbains de Prague, Bratislava, Budapest et Varsovie, par exemple, ont vu leur PIB par habitant atteindre entre 150 et 220% de leur moyenne nationale respective.

Il faut relever ensuite les différences de développement économique selon un axe ouest-est au sein même des pays adhérents. Alors que bien des régions proches des frontières de l'UE15 ont bénéficié d'investissements, du tourisme et des coopérations transfrontalières, celles de la frange orientale n'ont, le plus souvent, guère vu d'amélioration de leur économie depuis le début de la transition et se caractérisent



Les fonds européens ont cofinancé l'autoroute de contournement de Bratislava (Slovaquie)

par la croissance la plus faible, le chômage le plus élevé et la structure économique la moins favorable.

En troisième lieu, le processus de transition s'est souvent révélé défavorable pour les villes de moindre importance et les régions rurales. Celles-ci éprouvent le plus souvent des difficultés d'adaptation, devant supporter le coût économique et social de la restructuration mais avec des opportunités de croissance limitées.

Enfin, en dépit des lourdes pertes d'emploi déjà subies, les retards encourus dans la restructuration des mines, des aciéries, de l'énergie et d'autres industries lourdes font que la transformation des anciennes régions industrielles est en butte à de sérieux problèmes économiques, sociaux, politiques et environnementaux.

Au cours des dix dernières années, les nouveaux Etats membres ont, à différents degrés, porté une attention plus marquée à la régionalisation. Aidés par les budgets de préadhésion dans le cadre de PHARE, ISPA et SAPARD, qui totalisent en-

⁽⁴⁾ Données Eurostat. Havlik P (2003) *EU enlargement: growth, competitiveness and some challenges facing the future member states*, Institut d'études économiques internationales de Vienne.

viron 3 milliards d'euros par an sur la période 2000-2006, ils ont entrepris de réformer l'administration territoriale afin de donner plus d'importance aux régions (dans les plus grands pays) et ont renforcé la capacité institutionnelle du développement régional. Depuis la fin des années 1990, la politique régionale a reçu un cadre législatif et chaque pays a élaboré une hiérarchie de concepts, stratégies, plans et programmes de développement, mis en œuvre à travers un large éventail de mesures visant les collectivités et les entreprises.

La disponibilité d'importants financements au titre de la politique de cohésion met les nouveaux Etats membres face à des choix importants. D'une part, ils doivent mettre en place des politiques de développement régional pour aider toutes les régions à exploiter leur potentiel de croissance, et en particulier les régions qui sont les «moteurs» du développement. D'autre part, ils ont également besoin des politiques structurelles pour accélérer l'adaptation des vieilles régions industrielles et développer les régions périphériques, plus démunies et souffrant de retards structurels, surtout celles situées sur les frontières orientales. Dans cette optique, les priorités des futurs Fonds structurels et de cohésion conjuguent les éléments suivants: développement des infras-



Cours pour entrepreneurs en Slovaquie

tructures de base là où elles sont insuffisantes; plus grande mobilité de la main-d'œuvre et renforcement des qualifications technologiques, entrepreneuriales et de gestion; investissements dans le domaine de l'environnement pour traiter l'héritage du passé et respecter les directives communautaires; investissements en recherche & développement, notamment dans le secteur privé; appui aux PME, en particulier les micro-entreprises de services qui représentent une bonne part des emplois dans ce secteur.

La politique de cohésion 2004-2006

Pour la période 2004-2006, le cadre financier de l'élargissement a été approuvé sous la présidence danoise à la fin de 2002. Destiné à faire en sorte que chaque nouvel Etat membre sorte du processus d'adhésion avec des finances en meilleur état, l'ac-

SLOVAQUIE

Superficie: 48 845 km²
Population: 5 379 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
 47 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

La Slovaquie répartit ses efforts (1 041 millions d'euros) sur 4 Programmes opérationnels respectivement consacrés à l'industrie et aux services, aux ressources humaines, aux infrastructures de base, ainsi qu'à l'agriculture et au développement rural.

Budget 2004-2006 des actions structurelles dans les nouveaux Etats membres (millions d'euros en prix courants)

Pays	Objectif 1	Objectif 2	Objectif 3	Interreg	Equal	Fonds de cohésion (*)	Total
Rép. tchèque	1454,27	71,30	58,79	68,68	32,10	936,05	2621,19
Estonie	371,36	0,00	0,00	10,60	4,07	309,03	695,06
Chypre (**)	0,00	28,02	21,95	4,30	1,81	53,94	113,44
Lettonie	625,57	0,00	0,00	15,26	8,03	515,43	1164,29
Lituanie	895,17	0,00	0,00	22,49	11,87	608,17	1537,70
Hongrie	1995,72	0,00	0,00	68,68	30,29	1112,67	3207,36
Malte	63,19	0,00	0,00	2,37	1,24	21,94	88,74
Pologne	8275,81	0,00	0,00	221,36	133,93	4178,60	12809,70
Slovénie	237,51	0,00	0,00	23,65	6,44	188,71	456,31
Slovaquie	1041,04	37,17	44,94	41,47	22,27	570,50	1757,39
Total	14959,64	136,49	125,68	478,86	252,05	8495,04	24451,18

(*) moyenne

(**) y compris l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP)

cord sur l'élargissement prévoyait des fonds supplémentaires pour atteindre les critères de Schengen et la possibilité pour les nouveaux Etats membres de compléter les paiements directs aux agriculteurs, ainsi qu'un dispositif de trésorerie anticipée pour la Pologne à hauteur d'1 milliard d'euros.

Le cadre financier final de l'élargissement reste largement en deçà du plafond des engagements et des paiements fixé par l'accord de Berlin en 1999.

Pour ce qui est des actions structurelles, plusieurs points sont à relever. En premier lieu, la Pologne est de très loin le premier bénéficiaire des aides structurelles, avec environ 52% des crédits d'engagement. Ensuite, la part allouée au Fonds de cohésion est beaucoup plus importante qu'aujourd'hui puisqu'elle représente plus du tiers des crédits d'engagement contre 18% pour les quatre bénéficiaires actuels. Troisième point: la proportion élevée des interventions au titre de l'Objectif 1 dans les crédits des Fonds structurels, soit plus de 93% du total par rapport à un peu moins de 70% dans la répartition actuelle - conséquence directe du fait que près de 92 % de la population des dix pays adhérents répondent aux critères de l'Objectif 1. Enfin, les répartitions par habitant pour les nouveaux Etats membres sont nettement moindres que pour les pays les plus pauvres de l'UE15. Compte tenu de la règle de prélèvement de 4% du PIB, on estime que les interventions pour les dépenses structurelles dans les nouveaux Etats membres s'élèveront à 137 euros par habitant en 2006, alors qu'ils sont de 231 euros pour les actuels pays de la cohésion.

En conséquence, pour la période 2004-2006, l'UE a alloué 40,7 milliards d'euros pour l'élargissement, dont 21,8 milliards pour la politique de cohésion (14,7 milliards pour les Fonds structurels et 7,1 milliards pour le Fonds de cohésion, prix 1999). Tous les nouveaux Etats membres seront éligibles au financement communautaire, la couverture territoriale de l'aide passant de 40% de la population aujourd'hui à 49,5% dans l'Union élargie. La quasi-totalité des interventions des Fonds structurels sera servie par des programmes de l'Objectif 1, à l'exception de quelques programmes des Objectifs 2 et 3 pour Chypre, Prague et Bratislava, et des financements Interreg et Equal. Quelque 61% des Fonds structurels sont affectés au FEDER, 25% au FSE, 12% au FEOGA et 2,4% à l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP).

REPUBLIQUE TCHEQUE

Superficie: 78 866 km²
Population: 10 203 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
62 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

En République tchèque, le Cadre communautaire d'appui pour l'Objectif 1, qui couvre tout le pays à l'exception de la région de Prague, s'élève à 1,45 milliard d'euros. Il sera décliné en 5 Programmes opérationnels: Industrie et entreprises, Infrastructures, Développement des ressources humaines, Développement rural et agriculture multifonctionnelle. Par ailleurs, le DOCUP Objectif 2 pour la région de Prague (71 millions d'euros) visera notamment à améliorer l'environnement urbain.

Les nouveaux Etats membres font face à d'importants défis institutionnels dans la mise en œuvre de la politique de cohésion. Malgré le capital d'expérience acquis au cours de la période de préadhésion, les rapports de la Commission indiquent que la capacité de programmation pour gérer et mettre en œuvre les instruments structurels rencontre des difficultés liées notamment à une orientation stratégique inadéquate, une coopération interministérielle déficiente, des retards dans la mise en place de systèmes de suivi et, peut-être surtout, un «réservoir» sous-dimensionné pour générer des projets, ce qui pourrait avoir pour conséquence le dépassement des délais pour l'utilisation des financements. L'engagement des dépenses est également conditionné par un manque de personnel qualifié, une mauvaise communication entre les niveaux administratifs et certaines faiblesses des programmes préparatoires financés par PHARE. Le potentiel de participation régionale dans la programmation varie fortement, tandis que l'état de préparation des autorités locales et des associations semble limité voire inexistant. Enfin, les conditions de cofinancement peuvent poser des problèmes en raison des contraintes budgétaires et des faibles ressources financières des bénéficiaires potentiels. Quoi qu'il en soit, la période 2004-2006 offre une belle occasion d'apprentissage et l'expérience des adhésions passées (Autriche, Finlande, Suède) montre qu'il est possible d'acquérir rapidement la maîtrise d'une programmation efficace.

La politique de cohésion à partir de 2007

L'avenir de la politique de cohésion au-delà de 2006 est nettement moins clair. La phase de préparation du Troisième rapport sur la cohésion a vu se dérouler un débat riche et ouvert entre les institutions européennes, les Etats



Insertion professionnelle en République tchèque



Contrôle vétérinaire en Lettonie

membres et les groupes d'intérêts régionaux et sectoriels. À l'évidence, il existe de larges divergences de point de vue sur les ressources budgétaires de la politique de cohésion et sur les méthodes d'attribution et de gestion de ces ressources. Il y a néanmoins consensus sur le fait que les ressources doivent se concentrer sur les zones les moins développées de l'Union.

Un problème important se pose pour les pays et autres régions de la cohésion: c'est la perte de l'éligibilité résultant d'un simple effet statistique (dépassement du seuil de l'Objectif 1), qui affecterait 18,5 millions de personnes dans l'UE25. Les régions concernées réclament un traitement comparable aux zones de l'Objectif 1. Certains Etats membres aimeraient également que ces régions reçoivent une aide correspondante, éventuellement étalée sur une période de transition de cinq ans.

Le Fonds de cohésion intervient également en faveur des régions les plus pauvres de l'Union, et cette aide n'est pas remise en question. Si l'on appliquait un seuil de 90% du revenu national brut (RNB) dans l'UE25, tous les nouveaux Etats membres, sauf Chypre, seraient éligibles. Parmi les bénéficiaires actuels, la Grèce et le Portugal resteraient éligibles mais l'Espagne se trouverait à la limite de l'éligibilité et pourrait être victime de l'effet statistique en l'absence de dispositions particulières; l'Irlande serait certainement exclue. Nombreux sont les nouveaux Etats membres qui aimeraient qu'une proportion plus importante de financement communautaire continue à être fournie dans le cadre du Fonds de cohésion, comme dans la période 2004-06.

La question essentielle induite par ce qui précède concerne l'existence et les modalités du financement communautaire en dehors de l'Objectif 1. Les propositions de la Commission

LETONIE

Superficie: 64 589 km²
Population: 2 332 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
 35 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

La Lettonie va mettre en oeuvre un programme (626 millions d'euros) basé sur quatre priorités: la cohésion territoriale, les entreprises innovantes, l'emploi et la formation, le développement rural et la pêche.

LITUANIE

Superficie: 65 200 km²
Population: 3 463 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
 39 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

Le programme lituanien (895 millions d'euros) se concentre sur l'amélioration des infrastructures, le développement des ressources humaines, la compétitivité des entreprises, le développement rural, l'agriculture et la pêche.



Dans un laboratoire chimique en Slovénie

prévoient que les interventions au titre de l'Objectif 2 seront concentrées sur la croissance et la compétitivité, toutes les zones hors Objectif 1 étant éligibles, et que les Etats membres auront la charge de la détermination géographique ainsi que de la mise en œuvre de l'aide. D'autres modèles ont également été proposés, notamment par le Royaume-Uni.

Conclusions

L'élargissement présente des défis majeurs pour la cohésion économique et sociale de l'Union. De l'avis général, pour assurer la convergence entre les Etats membres actuels et les nouveaux, l'UE devra consentir un effort important et soutenu dans les pays adhérents sur une durée de 30 à 40 ans, tout en permettant aux plus pauvres des Etats membres actuels de résorber leur retard de développement. Si l'on veut optimiser l'utilisation de cette aide, il y a d'intéressants enseignements à tirer des récents travaux d'évaluation sur l'impact variable des financements communautaires et le contexte décisionnel dans lequel ils interviennent.

L'incertitude subsiste concernant le futur champ d'action de la politique de cohésion au-delà des pays et régions les moins développés. Un élément clé à cet égard réside dans la relation entre les objectifs conjoints de compétitivité et


de cohésion. D'une part, des pressions s'exercent pour que l'UE se désengage des financements hors Objectif 1 pour se concentrer sur la croissance et la compétitivité mises en avant dans la stratégie de Lisbonne, en investissant dans la recherche et développement, l'innovation, l'enseignement supérieur, les compétences et les réseaux. De l'autre, on s'inquiète du risque de dégradation de l'aide communautaire consacrée à l'adaptation structurelle des régions industrielles et rurales.


Cette inquiétude est exacerbée par le fait que les politiques régionales de nombreux pays riches se détournent de leur axe traditionnel d'intervention sur les territoires en difficulté pour déployer des aides destinées à toutes les régions du pays. Il est notable que les disparités au sein des Etats membres se sont creusées au cours des dernières années; ces nouvelles politiques régionales pourraient soutenir la croissance et la compétitivité nationales et (en partie) régionales mais ce serait au prix de l'inégalité régionale au sein même des pays. De nombreuses régions veulent également conserver la valeur ajoutée apportée par les Fonds structurels – partenariat, approche stratégique, programmation pluriannuelle, échange d'expérience – alors même que ces caractéristiques sont de plus en plus intégrées dans les politiques nationales de développement régional.


Finalement, les implications d'une réforme de la politique de cohésion ne peuvent être considérées isolément. Pour de nombreuses régions rurales, les recettes provenant de la PAC sont plus importantes que les Fonds structurels et l'enjeu le plus sensible a trait au financement futur de la politique de développement rural dans le cadre du «second pilier». Plus généralement, la gestion des aides publiques est un facteur majeur de cohésion. Les Etats membres expriment des préoccupations légitimes concernant le besoin de plus de subsidiarité et de flexibilité dans l'utilisation des aides régionales, notamment dans les régions susceptibles de perdre leur éligibilité à la fois aux Fonds structurels et aux aides régionales. Mais il importe aussi que les progrès réalisés depuis vingt ans pour réduire la concurrence des subventions et «niveler le terrain» des aides ne soient pas remis en cause.

Pour de plus amples informations:

http://europa.eu.int/abc/governments/new_eu_members/index_fr.htm

SLOVENIE	
Superficie: 20 273 km ² Population: 1 995 000 hab. Index PIB/hab. (2002): 69 (EU-15 = 100)	
Stratégie des Fonds structurels (2004-2006): La Slovénie (237,5 millions d'euros) entend se concentrer sur trois priorités: favoriser la compétitivité du secteur productif, développer les ressources humaines et l'emploi, restructurer l'agriculture, la sylviculture et la pêche.	

BULGARIE	
Superficie: 110 910 km ² Population: 7 846 000 hab. Index PIB/hab. (2002): 26 (EU-15 = 100)	

ROUMANIE	
Superficie: 237 500 km ² Population: 21 773 000 hab. Index PIB/hab. (2002): 27 (EU-15 = 100)	

LETTONIE

Gestion des déchets ménagers à Ventspils



Coût total: 6 190 000 EUR

Contribution UE: 3 033 100 EUR

«La région de Ventspils (60 000 hab.) au bord de la mer Baltique n'a pas de sites d'enfouissement à ordures et les 13 décharges existantes opèrent sans normes environnementales. Ce projet ISPA consiste à construire un site d'enfouissement et un entrepôt de transit pour les déchets dangereux, à améliorer la route d'accès, à acheter l'équipement nécessaire (conteneurs, véhicules, compacteur...), à financer une campagne d'information grand public, à mettre en place un dispositif de monitoring des eaux souterraines et de surface, à fermer et réhabiliter les décharges actuelles (environ 31 ha), à introduire la collecte sélective et le recyclage du papier, carton, verre et métal.»

Anita Bisofa, Chef de projet, Ministère de l'Environnement de la République de Lettonie
anita.bisofa@vidm.gov.lv

LITUANIE

Réfection de la route nationale Vilnius-Kaunas-Klaipeda



Coût total: 27 170 000 EUR

Contribution UE: 20 380 000 EUR

«La route nationale Vilnius-Kaunas-Klaipeda (293,3 km), l'un des axes routiers les plus importants de Lituanie, ne satisfaisait pas aux normes européennes et l'augmentation du trafic détériorait rapidement la chaussée. Ce premier projet routier ISPA a consisté à renforcer le revêtement et les bas-côtés sur 37 km de tronçons, à refaire complètement le revêtement sur 119 km, à réparer 27 ponts et viaducs, à améliorer la sécurité (rampes, signalisation, marquage, etc.). Les travaux ont été achevés en décembre 2002.»

Gintautas Predkelis, Ministère des Transports et des Communications de Lituanie
gintas.tid@transp.lt

ROUMANIE

Traitement des eaux usées à Craiova



Coût total: 70 378 000 EUR

Contribution UE: 52 783 500 EUR

«Craiova (320 000 hab.), l'une des plus grandes villes de Roumanie, ne dispose plus de station d'épuration. Le réseau d'égouts est également incomplet. Les eaux usées sont déversées telles quelles, soit dans un chenal qui traverse Craiova soit dans un étang situé dans une aire de loisirs, pour ensuite pénétrer dans la Jiu, un affluent du Danube. Le projet comporte trois volets: réhabilitation et modernisation de la station d'épuration; allongement du réseau d'égouts; assistance technique et renforcement administratif.»

Daniela Beuran, Unité ISPA Infrastructures environnementales, Ministère des Finances de Roumanie
bdana@cfcu.ansit.ro

SLOVENIE

Modernisation de la voie ferrée Ljubljana-Zidani Most-Maribor



Coût total: 25 803 500 EUR

Contribution UE: 10 063 365 EUR

«Le projet consiste à rénover - d'ici décembre 2006 - 22,1 km de voies dans cinq gares et sur deux tronçons de la ligne (Hoce-MB Tezno et MB Tezno-Maribor). Il s'agit de mettre en place des infrastructures adaptées au trafic à grande vitesse et à favoriser l'intermodalité. Le projet permettra d'abolir les limites de vitesse qui causent des bouchons et aux trains de rouler à 160 km/h sur les tronçons modernisés à 22,5 tonnes par essieu. Réalisée sur la ligne existante, cette modernisation n'a pas d'impact environnemental négatif.»

Breda Križnar, Ministère des Transports de Slovénie
breda.kriznar@gov.si

Les fonds européens au service de la Podlachie (Pologne)

Répétition générale

ISPA, PHARE, SAPARD... Le nord de la Podlachie bénéficie depuis plusieurs années de programmes communautaires qui contribuent à améliorer les infrastructures, l'environnement, la compétitivité des entreprises et la qualité de vie des habitants de cette région aux confins orientaux de la nouvelle Union. Tout en initiant acteurs et décideurs aux règles du jeu communautaires.



Un pays de lacs et de rivières

«Alors, ne croyez-vous pas qu'ils sont prêts à entrer dans l'Union européenne?», demande non sans humour ni provocation Andrzej Chrobak, conseiller en chef pour la coopération transnationale à l'Agence pour la restructuration et la modernisation de l'agriculture (ARIMR), gestionnaire du programme SAPARD ⁽¹⁾ en Pologne. Il fait visiter à son interlocuteur français plusieurs exploitations agricoles bénéficiaires du programme, dont celle de Jadwiga et Zdzislaw Sidorek, éleveurs laitiers à Jeleniewo, qui ont pu, grâce à une aide SAPARD de 12 400 euros, équiper aux normes européennes leur toute nouvelle étable où 35 vaches évoluent librement. «Nous avons introduit une deuxième demande», indique Zdzislaw: «10 000 euros, cette fois-ci notamment destinés à l'achat de matelas d'un type nouveau pour le bien-être des animaux.» La démarche des Sidorek est typique de ces agriculteurs polonais encore jeunes et bien décidés à maintenir et à développer leur exploitation après l'entrée de leur pays dans l'Union. «Ce sont d'authentiques entrepreneurs, volontaristes, sans com-

plexes et ouverts à l'innovation», renchérit Grzegorz Chelminski, de l'antenne régionale de l'ARIMR.

Nous sommes dans le nord de la *voïvodie* (région) de Podlachie, plus précisément dans les *poviats* (districts) d'Augustow, Suwalki, Grajewo et Sejny, à l'extrémité nord-est de la Pologne, aux trois frontières Pologne/Biélorussie/Lituanie. L'enclave russe de Kaliningrad est également toute proche. Dans cette zone, l'élevage laitier constitue la première activité agricole. Le SAPARD finance donc en majorité des investissements destinés à améliorer la production et la gestion environnementale des fermes laitières: matériel d'ensilage, trayeuses, unités de traitement des déchets animaux, épandeurs de purin... La seule crainte des Sidorek: «être les seuls producteurs laitiers du canton aux normes européennes, avec le risque de voir la laiterie laisser tomber sa tournée ici, faute de rentabilité. Ici, c'est l'attentisme qui règne: beaucoup d'agriculteurs ne décideront qu'après l'adhésion s'ils continueront ou non leur activité.»

⁽¹⁾ SAPARD («Special Accession Programme for Agriculture and Rural Development»), programme lancé en 2000 pour faciliter l'adaptation des structures agricoles et des zones rurales des pays candidats d'Europe centrale et orientale.

Et puisqu'on parle de laiterie, celle de Grajewo (450 emplois) est l'un des six sites de production de la coopérative «Mlekpól» qui compte 13 000 membres et 15 000 agriculteurs fournisseurs. Actif en Mazurie et dans le nord de la Podlachie mais commercialisant sa gamme de produits dans tout le pays, le premier producteur polonais de lait UHT a investi ici 4 millions d'euros dans l'installation d'une unité de production de beurre. 40% des coûts de cet équipement ultra sophistiqué - «le top du top en Europe», selon le directeur de la production, Groszyk Zbigniew - ont été pris en charge par le SAPARD.

A pied, à cheval, en kayak

Avec un PIB par habitant n'atteignant en 2001 que 31% de la moyenne de l'Union à quinze (contre 41% pour toute la Pologne et 64% pour la région de Varsovie), la Podlachie est une région pauvre mais pleine de potentiel. Sa partie nord possède notamment de grands atouts en ce qui concerne le tourisme: traversé par la «Via Baltica» (E67), la plus courte route reliant la Finlande à l'Europe centrale via les pays baltes, ce territoire est parsemé de mille lacs et pour moitié recouvert d'immenses zones boisées, dont une des dernières forêts primitives d'Europe. C'est un paradis pour les activités de nature et de randonnée, à pied, à vélo, à cheval, en bateau et surtout en canoë-kayak. L'immense réseau lacustre et le canal d'Augustow, construit sur le modèle français du canal du Midi, rendent en effet possibles les périples de plusieurs jours en canoë, kayaks et autres embarcations. Cette caractéristique est déjà directement valorisée: à Augustow (30 000 hab.), trois entreprises de construction de bateaux et de yachts assurent pas moins de 1 000 emplois,

Avec PHARE ⁽²⁾, la Commune d'Augustow s'est lancée dans un ambitieux programme (7 millions d'euros dont 4,2 millions de contribution communautaire) de revitalisation urbaine et de développement touristique articulé autour du canal. Les autorités municipales considèrent le tourisme comme un axe de développement essentiel pour cette ville, station thermale depuis 1993, qui compte 4 000 lits et accueille 100 000 visiteurs par an. «Il s'agit d'allonger la saison, encore trop

concentrée sur juillet-août, et d'attirer davantage de touristes étrangers pour créer un maximum d'emplois», explique Leslek Cieslik, le maire de la ville. Malgré la construction navale, le montage de machines agricoles, le thermalisme et une usine de cigarettes, le taux de chômage à Augustow n'est jamais descendu en dessous des 16%, même en été.

Canal

Considérée par la Délégation de la Commission européenne à Varsovie comme «l'un des projets européens les plus complexes de Pologne», l'opération PHARE «Amélioration et commercialisation du canal d'Augustow» a consisté à réhabiliter et aménager en voie lente 2 800 m de berges. Elle a aussi permis de remettre en état - depuis les canalisations jusqu'à l'éclairage en passant par les pavés et le mobilier urbain - cinq rues principales de la ville menant au canal (dont un tronçon de la Via Baltica), de construire sur la place centrale un centre d'information (d'architecture futuriste en forme de bateau) avec kiosque touristique, cafétéria, salle de conférence, etc. Plusieurs espaces du centre-ville sont également réservés à l'accueil d'entreprises. Réalisé entre le printemps et l'hiver 2003, l'ensemble forme un projet intégré et structurant qui conjugue développement économique et qualité de vie des habitants.

«Il reste maintenant à se doter des outils - site web, brochures, stand... - qui permettront de promouvoir le canal à l'étranger», ajoute l'adjoint au maire, Jerzy Demianczuk, qui précise que ces réalisations à Augustow ne sont qu'un début. «Nous espérons bien voir le projet 'faire des petits' ailleurs le long du canal. Celui-ci compte quatorze écluses en Pologne, une qui fait frontière avec la Biélorussie et quatre dans ce dernier pays. Les autorités biélorusses viennent d'ailleurs de décider de les restaurer d'ici 2005 et même d'installer dans l'écluse-frontière un check-point pour faciliter les formalités nécessaires au passage des canoéistes.»

A 31 km au nord d'Augustow, Suwalki (68 000 hab.) est plus industrielle: 150 PME y sont actives dans les première et deuxième transformations du bois. A cela s'ajoutent des ac-



Bénéficiaires SAPARD: de la ferme à la laiterie



(2) Créé en 1989, à l'origine pour la Pologne et la Hongrie, PHARE («Pologne, Hongrie, Aide à la Restructuration Economique») intervient dans tous les pays candidats d'Europe centrale et orientale. Les activités de PHARE se concentrent sur deux priorités: aider les administrations des pays candidats à acquérir les capacités nécessaires pour mettre en œuvre l'acquis communautaire, et soutenir les investissements dans les domaines où ils sont le plus nécessaires: infrastructures de base, entreprises, mesures sociales.

tivités de fromagerie, de production de volaille et de métallurgie légère. Une zone franche créée en 1996 accueille une vingtaine de sociétés dans un grand nombre de secteurs. Malgré tout, la ville affiche un taux de chômage de plus de 22%, ce qui entraîne problèmes sociaux et délinquance.

Entre 1995 et 1999, la Commune de Suwalki a mis en œuvre neuf projets PHARE pour un total de 1,7 million d'euros dont 0,6 million de source communautaire. Ces projets ont surtout concerné l'aménagement de voiries et de petites infrastructures urbaines. Un programme PHARE «Cohésion économique et sociale 2002» cofinance (1,94 million d'euros sur un coût total de 2,88 millions) la construction à Suwalki d'infrastructures techniques et de routes d'accès à 25 ha de zones artisanales.

Par ailleurs, Suwalki a été l'un des premiers bénéficiaires des aides ISPA ⁽³⁾ en Pologne. Lancé en 2001, le projet «Amélioration de la qualité de l'eau à Suwalki» (coût total: 12,468 millions d'euros dont 50% pris en charge par l'Union) vise à mettre à niveau et aux normes européennes l'ensemble du réseau d'égouts et d'adduction d'eau de la ville et des villages de l'entité communale: construction de 25 km de conduites d'eau, de 55 km de canalisations, de 44 stations de pompage et de 2 stations d'épuration des eaux usées; mise en place d'une station de purification d'eau d'une capacité de 600 m³ par heure; installation dans la station d'épuration de Suwalki de cogénérateurs utilisant des énergies renouvelables, notamment le biogaz; achat d'appareils à commande à distance pour 9 stations de pompage; élaboration d'un plan directeur pour la gestion de l'eau.

Ecologie, économie, pédagogie

En plus d'une qualité de vie améliorée pour la population locale, le projet ISPA contribue également à protéger les milieux aquatiques uniques du Parc national de Wigry (150 km²) dont sont riveraines plusieurs localités de l'entité de Suwalki. «Cette autre retombée positive du projet est très importante écologiquement et économiquement», explique Jozef Gajewski, maire de Suwalki. «Le tourisme est pour nous aussi un axe de développement essentiel et le Parc, avec ses lacs et ses castors, est notre première attraction.» Et le maire d'égrener la longue liste des projets qu'il souhaiterait concrétiser: revitalisation du centre-ville, rénovation de 146 bâtiments anciens, valorisation d'un petit aérodrome, aménagement de pistes cyclables, de pistes équestres, de pistes de ski de fond... «Ce ne sont pas les idées qui manquent. Ni vraiment les ressources... Ce qui manque avant tout est plus fondamental: ce sont de bonnes voies de communication avec l'extérieur pour désenclaver la région.»

«Nous voudrions aussi créer un parc scientifique et un centre d'innovation transfrontalier avec la Lituanie», complète Przybysz Darlusz, responsable des projets environnementaux ISPA pour la Commune de Suwalki. «Avec l'ISPA, nous mettons également en œuvre un ensemble de projets plus petits qui peuvent être très utiles pour la coopération



Suwalki: station d'épuration financée par l'ISPA

transfrontalière. C'est par exemple le cas des séparateurs d'eaux usées installés sur la Czarna Hancza, qui coule aussi en Lituanie.»

Witlasi Rychlik, président de la Société des Eaux de Suwalki, voit un autre mérite au projet ISPA qu'il met en œuvre: «au niveau méthodologique, je dirais, l'ISPA nous a beaucoup appris. Grâce à ces projets, nous nous sommes familiarisés avec l'esprit, les procédures et les bonnes pratiques communautaires. Nous sommes fin prêts à vous rejoindre, vous savez!»

Contact:

Délégation de la Commission européenne en Pologne,
Warsaw Financial Center, 29 Floor,
Emilii Plater, 53, PL-00-113 Warszawa
Tél: (+48) 22-520 8200 – Fax: (+48) 22-520 8282 –
E-mail: delegation-poland@cec.eu.int

POLOGNE

Superficie: 312 685 km²
Population: 38 219 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
41 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006)

La Pologne a négocié un Cadre communautaire d'appui (8 276 millions d'euros) décliné en quatre domaines prioritaires: les entreprises, le capital humain, les infrastructures, le développement régional et rural.

⁽³⁾ L'ISPA («Instrument structurel de préadhésion») soutient les investissements à grande échelle dans des infrastructures de transport et d'environnement en Bulgarie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Slovaquie. Au cours de la période 2000-2004, la Commission européenne a approuvé 324 projets pour une contribution totale de l'ISPA de 7 milliards d'euros.

Chypre

«Une cure de jouvence pour le Vieux Nicosie»

Athina Papadopoulou, architecte-conservateur (Nicosia Master Plan)



Le quartier d'Omeriye, situé à l'intérieur des murailles de Nicosie, se prêtait parfaitement à la mise en œuvre d'un projet de réhabilitation urbaine. Longtemps l'un des plus riches de la ville, Omeriye

concentre un nombre impressionnant de monuments et d'édifices caractéristiques de l'architecture urbaine chypriote traditionnelle. Malheureusement, avec la brusque division de Nicosie survenue en 1974, Omeriye était devenu une zone délaissée et dégradée.

Un projet de réhabilitation a donc été élaboré, visant à restaurer et réaffecter les bâtiments historiques, et reconstruire ainsi le tissu urbain. Il s'agissait en même temps de concevoir un projet ayant une valeur démonstrative, incitant à aller de l'avant dans ce type de démarche.

On a tout naturellement fait appel au programme «Partnership for the Future» lancé par l'Union européenne en octobre 2001 en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies et son agence technique UNOPS (United Nations Office for Project Services). Ce programme comporte un important volet consacré à la réhabilitation du Vieux Nicosie, dans le respect et l'esprit du «Nicosia Master Plan», plan d'urbanisme élaboré conjointement par la Municipalité de Nicosie, le Ministère de l'Urbanisme et du Logement

et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et mis en œuvre avec les deux communautés - grecque et turque - de la ville.

Pour la restauration d'Omeriye, une intervention en trois phases a été effectuée:

- > une première phase (novembre 2002-mai 2003) a consisté à remettre en état et en valeur les égouts, la voirie et les trottoirs;
- > une deuxième intervention (février 2003-octobre 2003) a permis la restauration des anciens Bains d'Omeriye (construction ottomane du 16ème siècle) et de leurs abords;
- > la troisième étape (février 2003-juillet 2003) a vu la restauration des jardins et de la façade nord de la Mosquée d'Omeriye, ancien monastère des Augustins construit au 14ème siècle.

Grâce à cet investissement qui s'est élevé à 1,24 million d'euros, dont 1,16 million pris en charge par l'Union européenne, le quartier d'Omeriye s'est refait une beauté et une jeunesse. Pour rappel, un tiers des fonds européens de préadhésion pour Chypre concernent des projets dits «bicommunautaires» (environ 4 millions d'euros sur les 12 millions octroyés annuellement depuis 2000).

Contact:

Athina Papadopoulou
Nicosia Master Plan
Tél: +357 22797542
Fax: +357 22304144
E-mail: masterplan3@nicosia.org.cy
Internet: <http://www.nicosia.org.cy>
<http://www.undp-unops-pff.org>



CHYPRE

Superficie: 9 250 km²
Population: 715 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
76 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

A Chypre, le DOCUP Objectif 2 (28 millions d'euros) vise le développement rural durable et le développement des zones urbaines en difficulté. Le DOCUP Objectif 3 (22 millions d'euros) vise à dynamiser le marché de l'emploi et à favoriser l'éducation et la formation continue. Chypre bénéficie par ailleurs d'un programme de soutien à la pêche de 3,4 millions d'euros.

Estonie

«Un projet au sommet»

Eero Pärigmae, Chef de l'Unité Fonds extérieurs, Ministère des Affaires économiques et des Communications d'Estonie



Lorsqu'on m'a demandé de parler d'un projet estonien cofinancé par l'Union européenne, j'ai examiné la liste de tous les projets PHARE mis en œuvre à travers le pays. J'aurais pu choisir un projet très innovant ou très créateur

d'emploi. Au lieu de cela, j'ai choisi un projet touristique relativement modeste. Le Centre récréatif et sportif de Haanja, près de la frontière sud de l'Estonie, est en effet pour moi un très bon exemple de développement régional, tant pour son objectif que pour sa mise en œuvre.

La genèse du projet remonte à 1999, lorsque le Ministère de l'Economie recensait des idées de projets dans le cadre du programme PHARE ESC ⁽¹⁾ 2000. Le Comté de Võru et la Municipalité de Haanja se sont associés pour proposer la construction d'un centre de loisirs au pied de la plus haute colline d'Estonie et même des pays baltes, Suur Munamägi (Mère Colline), qui culmine à... 318 m.

Du fait de son relief, la région de Haanja était déjà fréquentée pour le ski de fond en hiver et le vélo tout terrain (VTT) en été, mais il n'existait pas d'infrastructure pour les visiteurs. Il s'agissait donc de créer, d'une part, un centre polyvalent (avec vestiaires, cafétéria, service de location de ski, etc.) et, d'autre part, de mettre les pistes aux normes de la Fédération internationale de ski afin de pouvoir organiser des compétitions de haut niveau. Pour cela, il fallait remodeler et élargir les pistes existantes, acheter un chasse-neige spécial et d'autre matériel d'entretien. Eclairer les pistes était aussi très important quand on sait que nous n'avons que 6 ou 7 heures de clarté en hiver. Enfin et surtout, le



centre avait besoin d'un plan marketing pour promouvoir l'endroit en Estonie et chez nos voisins.

Le plus difficile a été la phase de mise en œuvre. L'évaluation de l'impact environnemental et la conception des infrastructures a exigé beaucoup d'efforts et de temps. Puis, une fois déterminé le cahier des charges techniques et architecturales, il est apparu que les ressources prévues pour le projet n'étaient pas tout à fait suffisantes. Mais comme on dit, quand on veut on peut: la municipalité n'a pas hésité à fournir des fonds supplémentaires et l'Etat estonien a fait de même. A cet égard, toute la mise en œuvre a montré combien il est important et même essentiel de pouvoir compter sur une bonne coopération entre autorités locales et centrales.

Résultat: on a construit un très beau centre polyvalent, qui s'intègre bien dans l'environnement, qui sert en hiver aux skieurs et en été aux VTTistes, marcheurs et autres randonneurs venus pour profiter de la vue qu'offre le sommet de l'Estonie. La structure peut accueillir jusqu'à 60 personnes pour des séminaires. Le skieur peut choisir des pistes de 1, 3, 5 ou 10 km. Un tronçon de 3,2 km, très bien éclairé, permet de skier jusqu'à 9 heures du soir. Le projet a mobilisé 636 000 euros. L'Union européenne en a fourni 395 000, le Gouvernement estonien 117 000 et la Municipalité de Haanja 124 000.

Lors de l'inauguration du Centre récréatif et sportif de Haanja en décembre 2003, Mati Alaver, l'entraîneur de l'équipe estonienne de ski de fond, celui qui a conduit plusieurs skieurs estoniens sur les podiums des Jeux olympiques et des Championnats du monde, a su trouver les mots pour résumer la réussite du projet: «en installant un centre récréatif et sportif dans cette région, les autorités ont rempli leur mission envers celles et ceux qui aiment le sport». Je pense que son discours a été un signal fort envers l'équipe du projet qui, pendant trois ans, n'a pas ménagé sa peine et son intelligence pour mener à bien cette réalisation.

Conduire pour la première fois un projet de cohésion économique et sociale comportant des fonds européens a été un exercice difficile pour la petite Municipalité de Haanja. Mais cette réussite a débouché sur l'approbation d'un nouveau projet PHARE ESC dont la mise en œuvre devrait commencer dès 2004. Il s'agit de la rénovation complète de la tour construite en 1939 au sommet de l'Estonie et rénovée pour la dernière fois en 1969.

ESTONIE

Superficie: 45 226 km²
Population: 1 356 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
 40 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

Les instruments structurels poursuivent quatre priorités en Estonie (371 millions d'euros): le développement des ressources humaines, la compétitivité des entreprises, l'appui à l'agriculture, à la pêche et au développement rural, ainsi que l'amélioration des infrastructures et le développement local.

⁽¹⁾ ESC: Economic and Social Cohesion (Cohésion économique et sociale).

Malte

«L'environnement en première place dans le DOCUP 2004-2006 de Malte»

Marlene Bonnici, Directrice de l'Autorité de gestion des Fonds structurels et du Fonds de Cohésion pour Malte



Malte, un des pays les plus densément peuplés du monde, compte la densité de population de loin la plus élevée de l'Union européenne: plus de 1 200 habitants au km². Par ailleurs l'archipel est constitué de trois îles à l'environnement très fragile. Notre pays reçoit également chaque année plus d'un million de visiteurs. Le territoire très urbanisé dans lequel nous vivons et le développement économique des années 90, entre autres, ont mis une forte pression sur l'écosystème insulaire.

Les dépenses publiques de Malte en matière d'environnement ont augmenté considérablement au cours des deux dernières années. De même, l'obligation d'intégrer l'acquis communautaire a renforcé le partenariat avec les organisations écologiques non gouvernementales et, même si un gros travail reste à accomplir, la procédure a eu un impact sur l'élaboration et l'application d'une nouvelle législation environnementale en matière d'infrastructures.

Tout au long du processus d'adhésion, Malte a dû transposer quantité de lois et règlements et sans l'aide de l'Union européenne en ce qui concerne les infrastructures. Malte n'était pas éligible à l'ISPA mais le programme 2003 de préadhésion lui donnait la possibilité de cofinancer un petit projet d'infrastructure. Nous avons choisi de mettre en œuvre un projet de traitement de l'eau sur l'île de Gozo. Contrairement à la procédure ISPA, Malte a cofinancé ce projet avec des fonds nationaux à hauteur de 50%, démontrant ainsi son engagement en faveur de l'environnement.

En élaborant le document de programmation pour les Fonds structurels, le gouvernement de Malte a délibérément choisi de faire de l'environnement le secteur qui bénéficiera le plus des aides que le pays recevra après l'adhésion. Ce choix l'a été bien-sûr aux dépens d'autres secteurs et priorités qui sont également vitaux pour le développement de l'archipel. Cet effort très marqué du gouvernement sur l'environnement vise à assurer la protection de l'écosystème des îles. C'est une décision qui procède d'une vision à long terme, pour le bien du pays et des générations futures. Elle a été acceptée par tous les partenaires, y compris certaines organisations qui auraient préféré qu'on mette l'accent sur d'autres priorités.

Dans le cadre de son Document unique de programmation (DOCUP), Malte prévoit de mettre en œuvre des projets dans le domaine de la gestion des déchets, de l'eau potable, de la qualité de l'air et de la protection de la nature, notamment. Une campagne de sensibilisation est également prévue pour expliciter et accompagner la réalisation de ces projets. Ceux-ci seront par ailleurs complétés par d'autres projets environnementaux (surtout dans le domaine des déchets solides) dans le cadre du Fonds de Cohésion pour lequel, là aussi, Malte a décidé d'allouer plus de 60% des ressources (beaucoup plus que les 50% obligatoires) à l'environnement aux dépens d'infrastructures de transport pourtant également nécessaires et beaucoup plus visibles à court terme.

Nous espérons en effet améliorer la qualité de vie de tous les citoyens, actuels et futurs, et aussi celle des centaines de milliers de touristes qui nous rendent visite chaque année.

MALTE

Superficie: 316 km²
Population: 397 000 hab.
Index PIB/hab. (2002):
 69 (EU-15 = 100)



Stratégie des Fonds structurels (2004-2006):

Malte (63,2 millions d'euros) va procéder à des investissements stratégiques et à renforcer la compétitivité des entreprises manufacturières et touristiques, à favoriser l'insertion et la formation, à mettre en œuvre des actions en faveur de l'environnement, du développement rural et de la pêche. Un soutien spécifique est destiné à l'île de Gozo.



BULGARIE

Route culturelle du Danube



Coût total (cartes): 290 886 EUR
Contribution UE: 122 977 EUR

«L'idée qui sous-tend ce projet INTERREG III B auquel participent tous les pays traversés par le grand fleuve, notamment la Bulgarie, est de mettre la diversité culturelle du bassin du Danube au service du développement régional. Une des actions a été la réalisation d'un fond de carte au 1:500 000 de la région du Danube. Il en a été tiré une carte numérique des attractions culturelles, complétant un catalogue du patrimoine industriel situé sur les rives du Danube.»

Eugen Scherer, *Directeur du projet*
post.k1@noel.gv.at

HONGRIE

Industrial Parks Partnership Programme (IPPP)



Coût total: 40 534 EUR
Contribution UE: 21 687 EUR

«Financé dans le cadre du programme INTERREG II C CADSES (Central, Adriatic, Danubian and South Eastern European Space), l'objectif du Programme de partenariat entre parcs industriels (IPPP) était de mettre en place des réseaux de coopération entre parcs et zones d'activité des régions cibles afin de faciliter l'échange d'information et de savoir-faire. Les actions IPPP ont consisté principalement à mettre en réseau les parcs industriels, à organiser des formations, voyages d'étude, ateliers et séminaires internationaux. Le projet a débouché sur la création de réseaux et flux d'information entre partenaires hongrois, italiens et roumains.»

György Márton, *Directeur adjoint au développement*,
South-Transdanubian Regional Development Agency
martongy@ddrft.hu

REPUBLIQUE TCHEQUE

Réseau cycliste transfrontalier



Coût total (signalisation): 15 993 EUR
Contribution UE: 6 862 EUR

«L'Euregio Egrensis a conçu dans la zone des quatre frontières Bohême/Bavière/Saxe/Thuringe un réseau d'itinéraires cyclistes d'une longueur de 500 km qui associe sport, tourisme, culture et découverte. Ce projet PHARE CBC (*) a consisté à concevoir et à signaler le circuit, ainsi qu'à réaliser un guide décrivant chaque tronçon et curiosité de l'itinéraire. Sont particulièrement mis en valeur deux thèmes qui relient le passé et le présent des régions partenaires: l'activité minière et le thermalisme. Le réseau inclut en effet de nombreuses stations thermales et, en ce sens, participe à la démarche marketing en faveur du thermalisme initiée avec INTERREG.»

Lubomír Kovár, *Directeur, Euregio Egrensis*
euregensis@iol.cz

(*) CBC Cross Border Cooperation (coopération transfrontalière).

SLOVAQUIE

Incubateur d'entreprises de Spišská Nova Ves



Coût total éligible: 543 532 EUR
Contribution UE: 325 000 EUR

«Construit entre décembre 2002 et octobre 2003, l'Incubateur d'entreprises de Spišská Nova Ves a été officiellement inauguré le 19 février 2004. Il s'agissait d'améliorer l'environnement économique de la région de Spiš à travers la mise en place d'une infrastructure performante, offrant un large éventail de services aux entreprises. L'Incubateur fournit équipements et assistance technique tant aux start-ups qu'aux entreprises déjà existantes. A des conditions avantageuses, le Centre européen d'entreprise et d'innovation de Spišská Nova Ves complète les services fournis aux entreprises hébergées dans l'Incubateur. Celles-ci peuvent occuper jusqu'à 1 100 m² de locaux et terrains au sein de l'infrastructure.»

Katarína Krotáková, *Directrice, BIC Spišská Nova Ves*
bicsnv@spisnet.sk

Une Europe de proximité

Les représentations régionales à Bruxelles

Au cours des dix dernières années, le nombre de régions et autres collectivités territoriales ayant des représentations à Bruxelles a sensiblement augmenté. La grande majorité des régions de l'Union européenne à Quinze sont désormais présentes dans la capitale, qui a vu également au cours des derniers mois s'ouvrir de nombreux bureaux régionaux des nouveaux Etats membres.



Le concept de «représentation de région» est apparu en 1985, quand le Land allemand de Sarre a ouvert le premier bureau régional à Bruxelles. Au cours des mois suivants, d'autres Länder allemands et collectivités territoriales britanniques firent de même, si bien qu'en 1988, une quinzaine de régions avaient déjà pignon sur rue dans la capitale de l'Europe. On en dénombrait 54 en 1993 et elles dépassent les 200 aujourd'hui. C'est le Royaume-Uni qui en compte le plus, suivi par l'Italie, l'Allemagne et la France (voir tableau).

Le Land de Brême a ouvert un des premiers bureaux régionaux à Bruxelles. Selon son directeur, Christian Bruns, *«les Länder se rendaient compte qu'une part de plus en plus grande de la législation allemande découlait de la législation communautaire, et que le fait d'avoir un bureau à Bruxelles permettait de suivre, voire d'anticiper les nouveaux règlements, et même d'influencer leur élaboration.»*

Le processus de décentralisation en cours dans plusieurs Etats membres contribue aussi à faire

grossir le nombre de régions et autres collectivités territoriales représentées à Bruxelles. Sans parler de l'adhésion des nouveaux Etats, à l'image du Bureau de liaison de la Basse-Silésie (Pologne), ouvert en janvier 2003 pour, selon sa directrice, Bogna Rodziejewicz, *«apprendre des autres régions comment obtenir et absorber les aides européennes, collecter et diffuser l'information communautaire et coopérer plus facilement avec d'autres régions.»*

Diversité des régions, diversité des représentations

Instances fédérales, régionales, municipales, locales, associations nationales, réseaux de régions, alliances transfrontalières... Les représentations bruxelloises peuvent concerner à peu près tous les niveaux de gouvernance en Europe. Mais une étude réalisée en 1999 ⁽¹⁾ indique que la taille et l'influence de ces bureaux sont le plus souvent fonction du degré d'autonomie des instances qu'ils représentent. Ainsi,

⁽¹⁾ «What do subnational offices think they are doing in Brussels?» Marks, Gary ; Haesly, Richard ; Mbaye, Heather: *Regional & Federal Studies*, 2002, 3/autumn, 1-23.

au sommet de l'échelle, trouve-t-on les représentations des Länder allemands et des Communautés autonomes espagnoles; au contraire, les représentations les plus modestes émanent d'instances régionales ou locales de pays plus petits et plus centralisés.

Cette seconde catégorie de bureaux, bien moins dotée en ressources, partage le plus souvent des locaux avec des homologues. A cet égard, une géométrie variable des infrastructures s'est développée au fil des ans: bâtiments partagés par des partenaires d'une même zone, à l'instar de la «South Denmark House» ou de la «Scotland House»; édifices abritant les représentations de collectivités territoriales d'un même pays, une formule prisée par les régions françaises et néerlandaises; locaux communs à diverses instances de divers Etats membres, comme c'est le cas entre l'Aquitaine (France), la Hesse (Allemagne), l'Emilie-Romagne (Italie) et la région de Grande-Pologne; enfin, bureaux partagés entre associations nationales et européennes de collectivités territoriales.

Relais ou lobbies?

Ces organisations relativement nouvelles et sans véritable statut assurent toute une gamme d'activités qui s'apparentent à la fois au relais et au lobby, voire davantage. Parmi les tâches de la plupart des représentations, on trouve ainsi: le suivi des travaux des institutions européennes; le renseignement et la «veille informative»; le développement de réseaux, de partenariats, de coopérations et d'alliances entre territoires; la promotion de la région; les relations entre celle-ci et l'Union européenne; le lobbying. La représentation de l'Emilie-Romagne a ainsi récemment obtenu, grâce notamment au lobbying de sa Représentation à Bruxelles, l'installation à Parme du siège de l'Agence européenne des normes alimentaires.

Toutefois, comme l'indique Christian Bruns: *«l'argent est le nerf de la guerre et faciliter l'accès aux financements européens est une priorité pour la plupart des bureaux régionaux.»* Une opinion que partage Jeremy Smith, secrétaire général du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), faisant remarquer que *«les régions attendent un retour sur l'investissement que représente leur présence à Bruxelles.»*

Quoi qu'il en soit, le succès dépend souvent de l'appui que la représentation reçoit de sa région. *«Pour être efficace, le bureau doit pouvoir compter sur une équipe composée de gens répartis à Bruxelles et au sein de la région même»*, explique Robert Collins du Bureau des Régions irlandaises. *«Sinon, on se coupe facilement du terrain et les avantages d'avoir une représentation se perdent.»*

La force du nombre

Les relations entre les représentations régionales à Bruxelles sont plutôt bonnes. *«On peut parler de réseau informel»*, souligne Christian Bruns. *«Une représentation qui organise un événement ou une réception invitera généralement toutes les autres. On se voit donc fréquemment et on se connaît très bien.»*

Ce fonctionnement en réseau est une bonne partie de la matière première du travail des représentations: *«pour lancer*

Représentations régionales à Bruxelles par Etat membre (février 2004)

N.B.: Le Comité des Régions tient à jour la liste des représentations à Bruxelles: http://www.cor.eu.int/pdf/liens/bureaux_regionaux.pdf

Royaume-Uni	30	Pologne.....	8
Italie	28	Rép. Tchèque.....	3
Allemagne.....	26	Grèce.....	3
France	23	Irlande	2
Espagne	19	Slovaquie	2
Belgique.....	14	Estonie.....	1
Pays-Bas	13	Lituanie	1
Autriche	12	Hongrie	1
Danemark	11	Portugal.....	1
Suède	11	TOTAL	218
Finlande.....	9		

des projets, il faut des partenaires», explique Vincent Lacarce du bureau bruxellois de la Région Aquitaine. *«Or trouver ces partenaires, monter et gérer des projets en commun est beaucoup plus facile quand tout le monde se retrouve dans la même ville, voire dans le même bâtiment.»*

Le «réseau bruxellois» est aussi très pratique pour se découvrir des intérêts communs, exprimer des positions collectives. Ce que facilitent des associations sectorielles comme Eurocities, la Conférence des Régions périphériques et maritimes (CRPM) ou la Plate-forme environnementale des représentations régionales (EPRO), des associations territoriales telles que l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) ou le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) par exemple, et bien d'autres réseaux plus informels dont la constitution a souvent été favorisée par cette proximité qu'on trouve à Bruxelles.



Les régions Aquitaine, Emilie-Romagne et Hesse partagent cet immeuble

Europe des citoyens

Les relations entre les représentations régionales et les institutions communautaires sont de nature informelle et opérationnelle. *«Nous n'avons pas de statut diplomatique, fait remarquer Christian Bruns, rien n'oblige la Commission européenne à nous parler. Mais, jamais on ne m'a refusé un entretien téléphonique ou une rencontre. La Commission est une des administrations les plus transparentes que je connaisse; elle est toujours prête à entendre les points de vue.»*

Le commissaire Michel Barnier lui-même considère les représentations régionales à Bruxelles comme *«d'importants partenaires pour la Commission, en particulier pour ce qui a trait à la politique régionale et aux Fonds structurels.»* Il estime que *«les activités d'information et de coopération des représentations, non seulement facilitent la mise en œuvre des politiques et des programmes, mais contribuent, grâce à la diffusion d'opinions, idées et exemples de bonnes pratiques qu'elles assurent, à l'élaboration des politiques communautaires.»* C'est dans ce contexte que la Direction générale Politique régionale organise régulièrement des rencontres et autres événements avec les représentations régionales.

En termes de consultation politique, la tendance est de plus en plus à l'action collective. Zdenek Werner, directeur de la Représentation de Prague pense que *«l'opinion des réseaux et des associations de représentations régionales est très respectée par la Commission et contribue fortement au*

processus consultatif. Grâce au réseau 'Cities for Cohesion', par exemple, nous avons permis à d'autres villes européennes d'exprimer leurs vues sur la dimension urbaine de la politique de cohésion.»

La Communication adoptée par la Commission européenne en décembre dernier ⁽²⁾ pour instaurer un dialogue plus systématique avec les associations de collectivités territoriales sur l'élaboration des politiques de l'Union était évidemment très attendue par les réseaux et représentations de régions. Le secrétaire général de la CCRE, Jeremy Smith, considère qu'il s'agit d'une *«avancée importante, qui va faciliter une consultation directe des organisations locales et régionales à tous les stades de l'élaboration des politiques, en complément du dialogue politique avec le Comité des Régions.»*

Le Comité des Régions (CdR) reconnaît quant à lui le rôle très important de relais joué par les représentations régionales et locales à Bruxelles, véritables «interfaces» entre l'Union européenne et les collectivités territoriales. Lors des Journées Portes ouvertes des bureaux régionaux d'octobre 2003, le président du CdR, Albert Bore, a entre autres souligné que ceux-ci rendaient les villes et les régions plus «euroconscientes».

Car c'est peut-être là finalement que réside la première «valeur ajoutée» des représentations: créer une conscience européenne au plus près des populations. Or, comme l'affirme le commissaire Barnier: *«la contribution des bureaux régionaux au rapprochement de l'Europe et de ses citoyens ira grandissant à l'avenir.»*



(2) COM(2003)0811 final.

«Merci l'Europe!»

Le Nord-Pas de Calais trouve les mots pour le dire

Comment informer largement sur les Fonds structurels? Une approche décentralisée. Une vision humaine. Des messages concrets. Un esprit de collaboration. Voilà la recette appliquée dans la région française du Nord-Pas de Calais.

Limitrophe de la Belgique, le Nord-Pas de Calais (France) s'étend de la mer du Nord aux confins des Ardennes. Avec près de 4 millions d'habitants, c'est une des régions de France les plus peuplées. Au cours des dernières décennies, ce territoire a beaucoup souffert sur le plan économique et social, avec le déclin de ses secteurs industriels traditionnels: le charbon, l'acier, le textile. Le Nord-Pas de Calais s'est alors employé à renverser la vapeur, en pariant sur les nouvelles technologies, la qualité des ressources humaines, la reconversion de son économie. Symbole du renouveau, Lille – le centre névralgique de la région – s'est vu décerner pour 2004 le titre de «capitale européenne de la culture». Dans cette mobilisation tous azimuts, le Nord-Pas de Calais a reçu l'appui de l'Union européenne et des Fonds structurels, notamment dans le cadre des Objectifs 1, 2 et 3, ainsi que des initiatives communautaires INTERREG, EQUAL et LEADER.

Comme les autres régions bénéficiant d'un tel soutien, le Nord-Pas de Calais se doit d'informer sa population sur les Fonds structurels communautaires⁽¹⁾. Cette tâche a été prise en main, dans une large mesure, par le Conseil régional. Lequel a fait preuve, dans cet exercice difficile, d'une bonne dose d'innovation.

Partir du concret

Le Nord-Pas de Calais n'a rien d'un territoire uniforme. La région forme un ensemble mosaïque, aux cultures, aux traditions, aux paysages très divers. Les réalités des uns, les perceptions des autres changent d'un endroit à l'autre. Si l'on veut informer sur l'Europe, il faut pouvoir tenir compte de ce pluralisme et de ces spécificités. Pour une communication réussie, il incombe de travailler de façon décentralisée, en prenant en considération les conditions locales. C'est ce qu'a fait la Région, en menant une campagne publicitaire sur l'Objectif 1 différenciée

dans trois zones géographiques particulières: les agglomérations de Maubeuge, Douai et Valenciennes. Afin d'«accrocher» le public, point de discours creux mais une information mettant en exergue des projets emblématiques: ici, un écomusée de la vie textile; là, un musée consacré à l'histoire de la mine; là encore, un musée des Beaux Arts...

Par exemple, dans la zone de Maubeuge, et pour illustrer la solidarité européenne, les affiches publicitaires proclamaient simplement: «*Merci Andreas, pour l'écomusée*». Dans le même souci de répondre aux attentes des gens, la Région Nord-Pas de Calais a misé, sur son site Internet européen et dans son périodique «Brèves d'Europe», sur la présentation vivante de nombreux projets réalisés grâce aux fonds européens. Des faits, des chiffres, des exemples, c'est clair et concret.



⁽¹⁾ Règlement (CE) n. 1159/2000.

⁽²⁾ Idem.



Un bulletin mensuel pour informer sur les projets

Evaluation continue

L'évaluation des campagnes d'information sur les Fonds structurels est désormais une obligation réglementaire ⁽²⁾ pour toute autorité de gestion. Pour sa part, le Nord-Pas de Calais a souhaité aller au-delà de ce qui est prévu dans les textes: l'évaluation est envisagée comme un processus continu, permettant à tout moment de rectifier le tir. Les budgets dévolus à la communication européenne sont limités et on ne peut se permettre de gaspiller l'argent en quelques opérations mal réfléchies. Avec les campagnes décentralisées à Maubeuge, Douai et Valenciennes, la Région a voulu

d'abord tester un mode d'intervention sur une petite échelle. L'évaluation de l'expérience a fourni des enseignements précieux. La méthode choisie (partir de réalisations concrètes) a porté ses fruits car les visuels ont bel et bien attiré l'attention des habitants. Mais un autre constat est ressorti: faire évoluer le degré de connaissance sur les mécanismes européens constitue une tâche de longue haleine. Or, pour cela, rien de tel que de collaborer avec les médias. Désormais, la Région privilégiera donc un travail d'information vers les journalistes.

Collaborer avec audace

Informé coûte cher. Toutefois, des solutions peuvent être trouvées grâce à la collaboration de l'ensemble des institutions publiques concernées par l'Union européenne. Dans le Nord-Pas de Calais, deux autorités de gestion - la Région et la Préfecture - sont compétentes selon les programmes concernés. Plutôt que de se concurrencer, ces entités ont décidé de collaborer pour unir leurs ressources: le site-portal européen de la Région, par exemple, informe toutes les catégories d'utilisateurs (du simple citoyen au porteur de projet), quel que soit le programme concerné.

Bien communiquer sur l'Europe demande des idées claires et un cadre stratégique précis: des choix essentiels, qui sont du ressort de l'administration. Mais pour l'exécution des actions proprement dites, les autorités de gestion gagnent à se reposer sur des expertises externes. A cet égard, la Région Nord-Pas de Calais n'hésite pas à s'entourer de professionnels: ce sont des journalistes qui rédigent la revue «Brèves d'Europe», c'est une équipe de webmasters qui a réalisé le site web européen, très sophistiqué sur le plan technique. Et c'est aussi une agence de communication qui a conçu ce slogan qui parle à chacun: «Merci Andreas», «Merci Jorge», «Merci Nina», Andreas, Jorge et Nina étant des citoyens d'autres pays de l'Union.

Pour en savoir plus:

J.Frimat@cr-ndpc.fr

<http://www.europe.nordpasdecalais.fr>



REGIO & Réseaux

Vade mecum du Fonds de Cohésion

La Direction générale Politique régionale a publié un guide consacré au Fonds de Cohésion, l'instrument de politique structurelle destiné à accorder un soutien financier pour les infrastructures d'environnement et de transport au Portugal, en Espagne, Grèce, Irlande et dans les dix nouveaux Etats membres après leur adhésion. Ce document de travail établit le cadre stratégique et les priorités du Fonds ainsi que les procédures de soumission de projet, afin d'aider les Etats membres et les porteurs de projets dans l'application de la législation en vigueur. Il est disponible en français, anglais, grec, portugais et espagnol.

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/working/sf2000_fr.htm

Etude sur les zones de montagne

La DG Politique régionale a publié une étude sur les zones de montagne effectuée par un consortium de 22 partenaires de toute l'Europe sous la conduite de Nordregio, le Centre nordique pour le développement territorial. L'étude poursuit une série d'objectifs: établir un tracé commun des zones de montagne des 29 pays étudiés; compiler les informations géographiques et statistiques nécessaires à l'analyse de la situation de ces zones; élaborer une typologie des zones concernées et constituer une banque de données; développer des propositions en vue d'un meilleur ajustement de ces dernières à la situation, aux besoins et aux opportunités des zones de montagne.

Texte intégral:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docgener/studies/study_en.htm

Développement régional et innovation

Le Réseau des Régions innovantes d'Europe (*Innovating Regions in Europe / IRE*) organise à Chypre, les 13 et 14 mai 2004, un atelier sur le thème «Mise en oeuvre et suivi des stratégies régionales d'innovation». Exemples concrets à l'appui, la rencontre vise à aider les vingt régions d'Europe centrale et orientale bénéficiaires du programme «Stratégies régionales d'innovation dans les pays récemment associés» soutenu par la Direction générale Entreprise de la Commission européenne.

www.innovating-regions.org

Séminaire et Assemblée générale de la CRPM

Deux dates importantes à l'agenda de la Conférence des Régions périphériques et maritimes (CRPM): le 3 juin, la CRPM organise à Schwerin (Allemagne) un séminaire sur «La place et le rôle des régions dans l'Union européenne» destiné aux régions des dix nouveaux Etats membres; du 22 au 24 septembre, se tiendra à Stavanger (Norvège) l'Assemblée générale de la CRPM, l'occasion pour ses 150 régions membres de faire le point sur les événements de l'année et d'élaborer une stratégie pour celle à venir.

www.crpm.org/

Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
10-11 mai 2004	Forum Cohésion Conférence sur la politique de cohésion après 2006	Bruxelles (B)
19-20 mai 2004	Conférence sur la cohésion territoriale	Galway (IRL)
14 juin 2004	Le Fonds de solidarité de l'UE et la réponse immédiate aux catastrophes	Bruxelles (B)
23-25 juin 2004	Promouvoir l'inclusion sociale	Le Havre (F)

Un nouveau partenariat pour la cohésion - convergence compétitivité coopération - Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale



Compétitivité, développement durable et cohésion en Europe – De Lisbonne à Göteborg



La contribution de la politique régionale aux objectifs des Conseils européens de Lisbonne et Göteborg déclinée en 26 projets exemplaires.

Disponible en onze langues.

<http://www.are-regions-europe.org>

Fondée en 1985, l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) regroupe, au service de la construction et de l'intégration européennes, 250 régions de 26 pays européens et 12 organisations interrégionales. Son site web trilingue (anglais, français, allemand), très complet, donne accès à des bases de données pouvant faciliter les coopérations. C'est notamment le cas de la base «Cartes de visite des Régions d'Europe» où chacune des régions membres de l'ARE fait l'objet d'une présentation synthétique.



<http://www.eriknetwork.net>

Piloté par la Toscane et l'Emilie-Romagne, ERIK est le réseau des régions participant au volet «Economies régionales basées sur la connaissance et l'innovation technologique» du programme d'actions innovatrices financé par le FEDER. Treize régions y participent actuellement mais ERIK est ouvert à toute région souhaitant échanger et coopérer autour des thèmes privilégiés par le réseau.



<http://www.medicities.org>

Medcities est un réseau d'une trentaine de villes côtières méditerranéennes créé à Barcelone en novembre 1991 dans le prolongement du Programme d'assistance technique environnementale méditerranéen (METAP). Le réseau Medcities vise à favoriser la connaissance des problèmes environnementaux urbains et à renforcer les capacités de gestion des administrations locales de façon à améliorer les conditions environnementales régionales. Le site est consultable en anglais et en français.



<http://europa.eu.int/comm/environment/life/home.htm>

Depuis 1992, le programme LIFE («L'Instrument Financier pour l'Environnement») cofinance des actions environnementales dans l'Union européenne et de nombreux pays tiers. Son site web fournit aux porteurs de projet et bénéficiaires potentiels des informations pratiques sur les possibilités de financement et les procédures à suivre. Il propose également une base de données présentant pas moins de 2 269 projets LIFE clôturés ou en cours, une lettre d'information mensuelle, ainsi que des publications spécifiques sur les résultats de LIFE dans différents secteurs: développement durable, gestion de l'eau et des déchets, technologies propres, protection des milieux naturels, etc.



Site web Inforegio

Le site web Inforegio fournit un aperçu complet de la politique régionale européenne. Pour les dernières informations, consultez la section «Newsroom»:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/newsroom/index_fr.htm

Commission européenne
Direction générale «Politique régionale»
Unité 01 - «Information et Communication»
Thierry Daman
41, avenue de Tervuren, B-1040 Bruxelles
Fax: +32 2 296 60 03
E-mail: regio-info@cec.eu.int
http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne
http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2004
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Printed in Belgium



Office des publications
Publications.eu.int